



European Trade Union Confederation (ETUC)  
Confédération européenne des syndicats (CES)

Intervention de:

**John Monks**

*Secrétaire général  
de la  
Confédération européenne des syndicats*

**Conférence à mi-mandat de la CES**

***27–28 mai***

Paris

Sous réserve de modifications

Président Delors, Frère Jacques, Candido, chers camarades et invités, ne vous méprenez pas ; le syndicalisme et l'Europe sont à la croisée des chemins.

Le moment est venu pour les mouvements syndicaux de débattre de l'avenir de nos sociétés, et de nous poser certaines questions essentielles concernant nos valeurs, nos objectifs et les moyens de les atteindre, mais aussi de nous interroger sur le rôle de l'Europe et sur son avenir.

Nous avons grandi à une époque où l'on avait, par principe, tendance à penser à notre société en termes de capitalisme ou de socialisme. Dans la pratique, les choses n'ont jamais été aussi claires et la plupart d'entre nous, à l'Ouest, ont vécu au milieu, avec une économie publique dont le PIB s'élevait à environ 40%–50% et le secteur marchand représentait 50%–60%. Mais les débats philosophiques et politiques ont souvent été encadrés par les deux grandes visions opposées. Les gens penchaient pour un côté ou pour l'autre.

A ce jour, nous avons connu deux expériences pratiques: l'économie planifiée du modèle soviétique et l'économie capitaliste du libre marché, en grande partie débridé.

La première a échoué sous la pression des peuples, dans les années 1980, provoquant la chute des systèmes politiques communistes.

La deuxième est victime d'un arrêt cardiaque semblable à celui des années 1930, bien que cette fois la crise soit mondiale.

La crise ne semble pas marquer le fin de l'économie de marché mais elle devrait être fatale au type d'économie de marché encouragé par Reagan / Thatcher qui a séduit une grande partie du monde, y compris dans les rangs des partis sociaux-démocrates.

Souvenez-vous de la « Troisième voie » de Bill Clinton, Tony Blair et Gerhard Schröder, entre autres. Il était admis que le capitalisme en grande partie effréné générerait plus de richesse que tout autre alternative et que les sociaux-démocrates n'avaient rien d'autre à faire que la distribuer, améliorant ainsi l'état-providence et l'infrastructure publique.

Même dans les services publics, le modèle de gestion à la mode consistait à importer autant que possible les pratiques du capitalisme financier et à utiliser la privatisation et le profit personnel en tant que moteur de changement. Le concept de service public était considéré comme dépassé.

Dès lors, les niveaux d'inégalité ont rapidement augmenté ; et bien que, pour beaucoup, il y a eu amélioration du niveau de vie, celui-ci a dangereusement été alimenté par la dette, basée sur l'inflation de l'immobilier. Les salaires réels moyens ont, de manière générale, augmenté lentement en Europe occidentale ou pas du tout (aux Etats-Unis et, plus récemment, en Allemagne).

Ce modèle est aujourd'hui gravement menacé, du moins dans les économies anglo-saxonnes, et les répercussions se font ressentir dans le monde entier. Prenez mon propre pays. Il a dérégulé les marchés, vendu ses industries – des centrales nucléaires aux clubs de football - au plus offrant, réduit la fabrication, en particulier en imposant l'obligation de faire chaque année 20% de profit, et misé sur l'espoir de devenir le centre mondial des services financiers. La Grande-Bretagne, berceau de la révolution industrielle, s'est moins engagée sur cette voie que la City de Londres, ou, plus malicieusement, le grand Monte Carlo.

Cependant, le Royaume-Uni n'était pas seul. Partout, les banquiers ont voulu s'imposer. Herr Ackermann, patron de la Deutsche Bank, a déclaré qu'un rendement de 20% était le minimum acceptable pour les investissements; à l'époque, l'inflation s'élevait à 2%. Dans toutes nos économies, la part des bénéfices a augmenté au détriment des salaires. L'inégalité est retournée à des niveaux qu'elle n'avait pas atteint depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle.

A un moment où les contribuables sauvent les banques et où les travailleurs perdent leur emploi, quelle doit être la réponse des syndicats ? Nous devons relever un défi immédiat, à savoir l'augmentation alarmante et constante du chômage. Que peut-on faire à présent ?

D'abord, comme dit le slogan de cette conférence, combattre la crise. C'est la raison pour laquelle nous proposons un nouveau Deal social. Nous demandons le même type d'aide pour l'économie réelle que celle dont ont bénéficié les banques. Les entreprises qui font des choses utiles doivent pouvoir continuer à exister et être incitées à se tourner vers les technologies durables. Partout où cela est possible, il faut sauver l'emploi. Les gouvernements doivent dépenser pour compenser la baisse de la demande du secteur marchand et des travailleurs et de leur famille.

Et ils doivent le faire de manière coordonnée en mettant en place des régimes européens de travail à durée déterminée ainsi qu'une aide pour les jeunes; et en autorisant donc, en Europe, l'émission d'euro-obligations destinées à aider les pays trop fragiles à augmenter leurs propres

dépenses. Ils doivent assurer le maintien du pouvoir d'achat et ne pas imposer des réductions de salaires et de bénéfices comme dans les années 1930. En outre, la solidarité exige d'aider davantage ceux qui sont le plus touchés par la crise. Personne dans l'UE ne doit être laissé pour compte. Juan Somavia nous mettait en garde récemment ; les troubles sociaux vont augmenter si les gens croient à l'adage « des milliards pour les banquiers mais des pennies pour le peuple ».

Cela requiert un nouveau Deal social, un plan de relance européen plus ambitieux, qui était au coeur de nos récentes Journées d'action européennes. A la suite des manifestations unitaires en France, qui ont été un grand succès, et des grandes manifestations qui ont lieu ailleurs le 1<sup>er</sup> mai, 350.000 syndicalistes sont descendus dans les rues de Madrid, Bruxelles, Berlin et Prague afin de lancer un appel en faveur d'un nouveau Deal social. Je voudrais remercier publiquement tous nos affiliés qui ont accueilli et organisé toutes ces manifestations. Chacune a été très bien organisée, chacune a dépassé nos espérances, chacune a bien saisi les attentes et toutes ont mérité le soutien dont elles ont bénéficié.

Mais les travailleurs ne sont pas mobilisés que par les emplois. La conduite et la cupidité de nombreux acteurs des milieux de la finance suscitent une large et profonde indignation. Ils ont encouragé la spéculation effrénée à court terme. Ils ont en grande partie ignoré l'économie productive. Parfois, ils ont « pillé » leurs actionnaires comme s'ils jouaient à la roulette sur les marchés et ont encaissé leurs primes.

Nous affirmons que l'économie mondiale ne doit « plus jamais » être dirigée comme un casino mal organisé. Plus jamais de capitalisme casino.

Des décombres doit sortir un secteur financier fortement régulé, davantage axé sur les investissements durables, à plus long terme. Et il doit être associé à une taxation progressive, et plus aux taxes fixes ou peu élevées qui ont tellement profité aux plus riches. Les épaules les plus solides doivent porter les charges les plus lourdes. Or, actuellement, ce sont les travailleurs qui paient le prix de la crise avec leurs taxes, leur salaire, et leur emploi. Au fait, en 2032, mes petits-enfants paieront encore les dettes du Royaume-Uni. C'est comme s'il fallait faire face à un conflit majeur dont les coûts sont énormes.

Il faut donc éviter un **retour au statu quo** de Wall Street et de la City de Londres et un risque de répétition des deux dernières années.

Les signes de danger apparaissent déjà. On constate que les banquiers reprennent confiance et se mobilisent pour repousser une réglementation plus stricte et de nouveaux contrôles. Ils ont déjà entamé une campagne afin d'édulcorer les propositions modestes de la Commission européenne visant à réguler les fonds spéculatifs et les capitaux privés. Ils veulent toujours écarter certaines opérations des bilans; et garder les paradis fiscaux. Nous devons à présent lutter en faveur d'un modèle plus social. Il faut mettre l'accent sur une plus grande égalité, sur les obligations à l'égard de la communauté, la durabilité et la participation effective des travailleurs.

S'il est une année dans l'histoire qui doit nous servir de référence, ce n'est pas 1931 mais 1945, lorsque les pays d'Europe occidentale se sont rassemblés pour réparer les dégâts causés par la guerre. Bien qu'ils étaient en faillite, les pays ont commencé à reconstruire leur économie et, en même temps, à édifier des états providence et des services publics; les gouvernements n'ont pas été timides face aux grandes entreprises. S'ils l'avaient été, ils auraient perdu le pouvoir.

Il est possible de faire un pas dans cette direction en participant pleinement aux élections européennes, du 4 au 7 juin. Le manifeste de la CES invite tous les syndicalistes à aller voter en faveur d'une Europe plus sociale. Ces élections sont vraiment importantes.

La renaissance du syndicalisme, et pas simplement la protection des emplois et des membres dans nos bastions traditionnels mais aussi l'extension de nos activités à de nouvelles industries et de nouveaux services, est également au cœur de notre action. Dans les démocraties, l'origine des syndicats remonte aux années 1930, une ancienneté qui a porté ses fruits plus tard. Nous devons considérer la crise comme une opportunité, et pas seulement comme une menace. Ce sera d'ailleurs le thème d'une session qui débutera plus tard dans la journée.

Dans le cadre de la renaissance syndicale, nous devons renverser la situation dans laquelle les employeurs estiment que la libre circulation des travailleurs détachés a la priorité sur le droit du syndicat à appliquer ses conventions collectives. Dans quatre affaires, la Cour de Justice européenne a estimé que la convention collective et le droit de grève étaient inférieurs à la libre circulation des travailleurs détachés. En termes de football, le score est le suivant : CJE 4, CES 0. Les mauvais employeurs ont aujourd'hui la permission de l'Europe de faire venir des travailleurs de pays où le coût de la main-d'œuvre est moins élevé, pour

fragiliser les conventions collectives et réduire les taux de rémunération locaux.

Si des mesures adéquates ne sont pas prises rapidement, avec un Protocole de progrès social et une révision de la directive sur les travailleurs détachés, les travailleurs auront de plus en plus de mal à vivre dans le marché unique de l'UE.

Les négociations concernant un éventuel nouveau vote irlandais sur le Traité de Lisbonne sont importantes. La principale raison du vote « Non » irlandais, un pays pro-européen, est la protection inadéquate des travailleurs. L'Irlande étudie actuellement un Protocole de progrès social et le renforcement des garanties concernant les emplois des travailleurs, le salaire et les conditions de travail. Le processus n'est pas simple et je tiens à remercier ici l'Irish Congress of Trade Unions pour les pressions qu'il a exercées sur le gouvernement irlandais afin de soutenir la CES.

Lorsque nous exposons ces arguments, nous sommes parfois accusés de protectionnisme. C'est le contraire. Un marché unique du travail en Europe doit être régi par des règles de circulation adéquates sinon, les gens se retourneront contre celui-ci et contre l'Europe. A un travail égal doit correspondre un salaire égal. Nous protégeons l'Europe d'elle-même et rétablissons nos droits fondamentaux.

Il convient de préciser que la CES n'apportera son soutien à aucun candidat aux élections au Parlement européen qui ne soutiendrait pas les demandes en faveur d'un Protocole de progrès social et la révision de la directive sur le détachement. Etant donné que le Parlement européen doit approuver la Commission européenne et son Président, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour préciser clairement le mandat attribué au Parlement et à la Commission, à savoir soutenir les demandes fondamentales des travailleurs.

Nous sommes ambitieux pour l'Europe, et tentons d'aboutir à des normes de plus communes et à des conventions collectives européennes mais si l'UE n'est pas suffisamment claire concernant les travailleurs migrants détachés, nos ambitions ne se réaliseront pas sur d'autres sujets.

La dernière session de demain sera consacrée à un examen de santé de la CES. Nous devons nous assurer que la CES est en mesure d'inciter l'UE à jouer un rôle plus actif, plus ambitieux et plus confiant, et est déterminée à ne pas laisser se reproduire les erreurs des années 1930.

Nos problèmes économiques rappellent certainement les années 1930. Nous ne devons jamais permettre à nos problèmes politiques de ressembler à cette décennie – et nous souvenir des dictateurs nationalistes qui imputaient aux étrangers, aux minorités et aux migrants les problèmes rencontrés par leur pays, et qui sont partis en guerre contre leurs voisins.

L'UE a été constituée pour éviter que de telles situations se reproduisent. Elle a brillamment réussi: y compris avec le processus d'élargissement. Mais aujourd'hui elle est plus que jamais mise à l'épreuve, et nous devons intensifier notre lutte en faveur du renforcement de l'union et de l'intégration européenne.

Le syndicalisme européen doit triompher du néo-libéralisme et de ses acolytes, les forces de cupidité, de nationalisme, de fascisme et de racisme.

Aujourd'hui et demain – ensemble, nous nous mobilisons pour combattre la crise. Ensemble, nous accordons la priorité aux citoyens et nous nous prononçons en faveur d'une Europe sociale forte et puissante.

Je vous présente la Déclaration de Paris et cette session de la conférence à mi-mandat. Merci.

\*\*\*\*\*